



## GENERAL MOTORS STRASBOURG

### Le patronat français attaque notre Code du Travail.

Dans un premier temps, il faut savoir que les salariés luttent contre la rapacité de leur direction depuis de trop nombreux mois. Ainsi :

- En 2004, G.M. payait 12,4 millions € d'impôts et de taxes d'exploitation. En 2007, elle n'en payait plus que 6,9 millions €. En 2004, G.M. payait 9,513 millions € de taxes professionnelles. En 2007, elle n'en a payé que 4,446 millions €.
- Dans les années 90, General Motors Strasbourg a reçu du Conseil Général et de la CUS (via Alsabail) un prêt à taux zéro de 10 millions d'euros sur 11 ans. Qui a payé les intérêts, sinon la collectivité (donc nous, vous) ?
- En 2005, la valeur ajoutée rapportée par chaque salarié était de 94 000 €. En 2007, elle était de 100 000 € avec un effectif qui est passé dans le même temps de 1548 salariés à 1496. Cela donne la mesure de l'augmentation du degré d'exploitation des travailleurs.
- En 2008, pour atteindre 41,4 millions € de bénéfice, G.M. Strasbourg a licencié 168 salariés et imposé 19 jours de chômage. Au final, ils auront récolté 44 millions € de bénéfice.
- En 2009, G.M. Strasbourg poursuit : à nouveau, une trentaine de jours de chômage partiel sont imposés aux salariés.

Source CGT GM

Le maintien de la plus-value ne peut se faire que contre le monde salarial.

Aujourd'hui, il n'y a plus que deux solutions imposées par ce chantage : soit on survit, au prix d'immenses concessions, soit on tombe encore plus bas dans l'échelle sociale et la pauvreté. En résumé : c'est marche ou crève !

Pour espérer conserver leur emploi, les salariés devront accepter une réduction des RTT de 16 à 10 jours ainsi qu'un gel des salaires pendant deux ans, ainsi qu'un gel de l'intéressement jusqu'en 2013. Une majorité de salariés a accepté les termes présentés par G.M., tout en déclarant d'emblée qu'ils ne se faisaient aucune illusion sur l'honnêteté des dirigeants à moyen terme. Aussi, les élus de la CGT, pour avoir refusé le diktat du patronat, ont subi des pressions verbales et physiques intolérables de la part de la direction, via un groupe de cadres et de contremaîtres.



Après avoir apporté son soutien aux grévistes de Surcouf Strasbourg durant toute la durée de leur conflit, le Cercle Communiste d'Alsace l'a également apporté à la CGT et aux salariés de G.M. Strasbourg.

Le CCA sera encore présent auprès de tous les salariés de GM Strasbourg lorsque la direction finira par les trahir inmanquablement.

## GRÈVES DE RENTRÉE : LE RÔLE DU SYNDICAT

En ce moment, les salariés français font grève et refusent la politique de rigueur et la "réforme" des retraites menée par le gouvernement Fillon et le président Sarkozy. Ces grèves (7 et 23 septembre) sont à l'initiative de syndicats, qui rassemblent les salariés (vous/nous) et organisent les manifestations.

Les conflits sociaux se déroulent sur le terrain du travail et de l'emploi. On peut comprendre pourquoi : le travail est le lieu de l'exploitation dans le système capitaliste et occupe, en temps, l'essentiel de la vie des gens. Les patrons et les médias accusent les syndicats d'entretenir la tension sociale : il s'agit de propagande, car c'est bien l'exploitation qui pousse chacun à lutter et à s'organiser, et donc à revendiquer de meilleures conditions de travail. Lutter collectivement est la seule façon d'obtenir des avancées. Alors pourquoi ne pas s'organiser ?

Un syndicat comme la C.G.T. (Confédération Générale du Travail) rassemble les moyens matériels et humains pour agir tous

ensemble. La C.G.T. est un cadre légal, et les exigences des syndicalistes sont prises en compte par les patrons **lorsque le syndicat est fort et les salariés syndiqués sont nombreux**. Dans chaque entreprise, les employés doivent établir un rapport de force suffisant pour contraindre leur patron à céder à leurs exigences. Aujourd'hui, avec la montée du chômage, les salariés craignent pour leur emploi et renoncent à se mettre en grève ou à entamer un conflit avec leur employeur. Mais collectivement, nous sommes plus forts.

Aujourd'hui, l'ouvrier et le salarié subissent cette pression du patron : plus de travail en moins de temps, chantage au chômage, allongement du temps de travail, etc. Demain, le patron demandera encore plus. C'est le moment de rejoindre un syndicat comme la C.G.T., qui s'est battu pour défendre les intérêts des ouvriers de Continental ou General Motors.



## AFFAIRE BETTENCOURT

### *Le patronat, argentier de la droite française : rien de nouveau ! Le patronat investit pour détruire les acquis sociaux.*

De quoi s'agit-il ? Il y a plusieurs éléments d'importance qui apparaissent dans ce dossier :

- M. Woerth, qui ne connaît pas mais qui connaît quand même un peu M. Maistre et qui, au final, l'aura rencontré une bonne dizaine de fois depuis 2007 ;
- M. Woerth, trésorier de l'UMP, qui reçoit des « belles » enveloppes aux dires de l'ex-comptable de la famille Bettencourt. Mais pour financer quoi, d'ailleurs ?
- M. Woerth, ministre du budget pendant 3 ans à partir de 2007, et Mme Bettencourt ne subit pas de contrôle fiscal depuis plus de dix ans : coïncidences ?
- Mme Bettencourt marche dans les pas de son défunt mari dans l'art de filouter le fisc. Différents services ministériels, dont la Justice, sont au courant. Mais aucune enquête n'est engagée : magnifique, non ?

Ne nous trompons pas : l'affaire Bettencourt remet en perspective une réalité de tous les jours. Le patronat finance la droite et l'extrême droite pour que nos élus servent leur seuls intérêts. Cela est-il nouveau ? Malheureusement pas : c'est même un schéma pratiqué depuis de nombreuses décennies.

*« Les politiques traditionnels sont les personnels zélés du patronat »*

En effet, M. Schueller, le père de Mme Bettencourt, créateur de l'Oréal, a montré l'exemple à sa fille dès son plus jeune âge. Qui est ce monsieur ? A l'entre-deux guerres, il s'associe à un financier, Henri de Rothschild, pour lancer Monsavon, les peintures Valentine et le shampooing Dop.

Dès les années 1930, M. Schueller se rapproche des milieux fascistes. Pendant plusieurs années, il soutient financièrement des mouvements comme la Cagoule. Pour rappel, la Cagoule est une organisation terroriste d'extrême-droite, particulièrement virulente à l'encontre des communistes et le monde ouvrier. Favorable à l'arrivée du Nazisme (national-socialisme) en France en 1940, M. Schueller, en accord avec les autorités allemandes, crée en 1941 le Mouvement Social-Révolutionnaire. Il participera également à l'équipe dirigeante du Rassemblement National Populaire (RNP) de Marcel Dréat, parti pro-collaborationniste.

Aujourd'hui, Mme Bettencourt ne fait que poursuivre le travail de son père : financer et favoriser tous les mouvements, même anti-démocratiques, qui seront utiles pour maintenir les intérêts de sa classe au détriment du prolétariat.

Continuons d'élargir notre point de vue. Les Bettencourt ne sont malheureusement pas un cas isolé dans la longue histoire « noire et cachée » du patronat français :

- financement et soutien aux mouvements d'extrême droite des années 1930 (Cagoule, Action Française) : création de journaux fascistes, aide à l'armement, protection judiciaire...
- participation importante et active des possédants à la collaboration : L'Oréal, Havas, Pechiney, Renault, Berliet, Gaz de Paris, le Crédit Lyonnais, et tant d'autres ;
- après-guerre, financement des syndicats pour diviser le syndicalisme français : création et soutien de FO (Force Ouvrière) par la CIA et par le patronat français pour casser l'unité de la CGT, création de syndicats jaunes dont les cadres étaient préparés à tabasser les grévistes ;
- pendant les Trente Glorieuses, financement de différents "Instituts", véritables outils de propagande libérale et anti-communiste. Ils permettront aussi d'assurer la transition politique de plusieurs personnalités comme MM. Madelin, Longuet, Deviedjan ou Novelli : après les groupuscules d'extrême droite violents, il se reconvertissent dans la propagande libérale et anti-gauche ;
- création des caisses noires de l'UIMM (le syndicat des patrons de la métallurgie) pour "aider" les patrons subissant des grèves, ou pour financer des partis politiques ;
- plus récemment, invitation de personnalités politiques dans les conseils d'administration de grands groupes : confirmant les intérêts communs du patronat et des politiques de droite, LVMH (1<sup>er</sup> groupe mondial de luxe français) a intégré Mme Chirac, épouse de notre ancien président soi-disant "réducteur de la fracture sociale", pendant que Hermès a accueilli Mme Woerth en son sein.

**L'ORÉAL** <sup>©</sup>  
PARIS  
*Collaborateur*  
**PROFESSIONNEL**

Et les exemples se multiplient sans fin. Le patronat s'est payé et se paie toujours des élus pour mettre en place les politiques qui lui seront favorables.

#### NOUS ÉDITONS AUSSI UN JOURNAL : **CHANTIERS**

Notre journal paraît à raison de 4 numéros par an. Il livre au lecteur progressiste, communiste, militant, des articles d'analyse et d'information, sur le plan local, national et international. Il livre aussi des informations régulières concernant les activités et initiatives de nos organisations.

Pour vous abonner, veuillez adresser un chèque à l'ordre de :

Coordination Communiste (10 euros = 6 numéros)  
Coordination Communiste, BP 51, 59007 LILLE Cedex

